

JOËL BESCOND

MALIM

Une histoire française



Aweil, SOUDAN, 21 décembre 1989, l'attentat

*L'assassin... Ce sera...
Grand et fort... Sans peur...
il s'appelle...
jeur... et la mère...
1. tout sûr qu'il m...*

“ Mon frère était médecin humanitaire

*Elm...
beaucoup de monde et ma réputation
à se faire. Aussi de...
m...*

Joël Bescond

MALIM

Une histoire française

© Joël Bescond, 2022

ISBN numérique : 979-10-405-0790-1

Librinova”

www.librinova.com

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l’auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Avec les lettres du docteur Jean-Paul Bescond,
les carnets et la participation de Christopher Carr.

À mon fils

« Les six mille croix qui, après tant de justes révoltes,
jalonnent la route de Capoue à Rome démontreront à la
foule servile qu'il n'y a pas d'équivalence dans le monde
de la puissance et que les maîtres calculent avec usure
le prix de leur propre sang. »

L'homme révolté. Albert Camus. 1951

« Et c'est dans ce monde que l'homme décide
ce qu'il est et ce que sont les autres. »

L'existentialisme est un humanisme. Jean-Paul Sartre.
Conférence sur *L'Être et le Néant*. 1946.

En préambule

Quelques mots de Christopher Carr

J'ai rencontré Joël Bescond en mars 2014. Nous avons organisé à Toulouse une rencontre avec une de ses sœurs, Martine, et sa nièce, Mary, la fille de Jean-Paul. À cette époque des rumeurs circulaient à propos de l'attentat d'Aweil. On disait que le tir qui avait abattu l'avion d'ASF-MSF, au Soudan, le 21 décembre 1989, devait être attribué au SPLA. Plus de 20 ans après l'événement, j'avais ressenti le besoin de garder des traces de ce qui s'était passé, pour la mémoire, décrire mon parcours, mon enfance au Soudan, mon travail et mes fonctions d'administrateur de MSF à Khartoum en 1988 et 1989. J'avais compilé mes carnets de toute cette période.

C'était assez étrange d'être en présence du frère de Jean-Paul, de sa sœur et de sa fille. Je découvrais les répercussions, très présentes, produites par l'attentat dans la famille de Jean-Paul. Le 21 décembre 1989, MSF avait annoncé à ma famille que j'étais mort dans le crash, avant de rectifier cette énorme erreur plusieurs jours après. Lors de ces journées de Toulouse, je ne pouvais m'empêcher de penser à mes parents, à mon frère, avec cette impression d'être un rescapé cherchant encore sa place et le besoin de transmettre ce que je savais. Il me semblait que c'était uniquement en rencontrant la famille de Jean-Paul que les zones d'ombre pouvaient trouver un début d'éclaircissement, et les rumeurs d'un tir du SPLA une explication. C'était un peu comme si pour saisir ce qui s'était passé au Soudan, à Aweil, en 1989, il fallait passer par Toulouse.

Quinze jours plus tard, à Paris, je rencontrai les trois autres sœurs de Joël, ses neveux et nièces. Les démarches faites à l'époque par la famille de Jean-Paul pour découvrir la vérité et obtenir une justice m'étaient complètement inconnues. Je les découvrais petit à petit lors de ces rencontres. Je commençais à saisir la bataille qu'ils avaient livrée après l'attentat et le combat qui se poursuivait, 25 ans plus tard, en ordre dispersé, les uns voulant savoir, les autres un peu moins.

Je connaissais bien le contexte soudanais de ces années-là et il me semblait

bien difficile de trouver un moyen pour expliquer à cette famille une histoire hors normes qui les touchait dans leur chair et leurs cœurs. Et puis il y avait cette plainte pour acte de terrorisme que la famille de Jean-Paul avait déposée au parquet de Paris. J'avais été interrogé par les enquêteurs quelque temps auparavant. Le PV de l'audition devait être transmis au juge d'instruction chargé de cette affaire. J'avais demandé qu'il soit gardé confidentiel.

Ces messieurs, qui n'étaient pas totalement naïfs, m'avaient répondu qu'il le serait certainement, non seulement parce que j'étais toujours menacé de mort au Soudan, mais aussi parce que le fils du président Mitterrand y était impliqué.

Il me paraissait que la façon dont les secrets étaient tenus en France rappelait celle du Soudan. Mais je ne connaissais que la face soudanaise de cette affaire et il me semblait que les éclaircissements recherchés par la famille de Jean-Paul auraient certainement le plus grand mal à être obtenus par le parquet de Paris. Néanmoins, le long chemin pour la vérité sur l'attentat d'Aweil se poursuivait.

Christopher Carr

Et quelques mots de Mary Thielin Bescond

Un jour de 2015, je reçois un appel de mon oncle Joël. Il me dit qu'il commence l'écriture d'un livre sur la mort de Jean-Paul, mon père. Il souhaite citer mon nom, évoquer mon existence. Il me demande si je suis d'accord. La dernière fois où nous nous sommes vus, c'était en 2007, à Suresnes. Je venais pour un concours à Paris. Il m'avait emmenée dans les locaux de MSF où une plaque commémorative est accrochée sur un mur rappelant le nom des quatre personnes décédées dans l'attentat. C'était, je pense, la première fois qu'on me donnait à voir des fragments de l'événement complexe que fut la mort de mon père et de ses compagnons de « voyage ». Je n'en ai retenu que des éléments flous, des photos, des visages, une plaque. Tout le contexte soudanais m'a complètement échappé à l'époque, comme si les mots échangés à ce moment-là étaient perçus sans pouvoir atteindre la surface, le niveau conscient des pensées. Le chemin se fera bien des années plus tard.

En 2021, Joël me dit qu'il a utilisé les lettres et les poèmes de mon père ainsi que ses carnets et ses notes dans le livre. Il me demande mon autorisation. Je décide alors de lire les écrits de mon oncle. Pour moi sa démarche correspond à un parcours de deuil. Et celui-ci peut prendre des formes multiples. Joël parle de reconstruction. Pour ma part, j'avais 10 ans en 89... J'ai toujours été et reste loin de la dimension politique des conflits armés, même s'ils peuvent expliquer l'événement du 21 décembre 1989, comme une cause explique une conséquence. Mais je respecte la quête de sens de mon oncle. J'ai donc accepté qu'il utilise les textes de mon père.

Je lui ai proposé d'y ajouter une préface, un regard extérieur. Christopher Carr, c'est le regard de terrain, pragmatique, un acteur clé dans cet événement pour les familles des victimes. Sa rencontre a été une chance pour mon oncle dans sa recherche d'informations. Quelques mots de sa part me semblaient à propos.

Nous avons rencontré Christopher sept ans plus tôt, en 2014. J'avais alors découvert, vingt-cinq ans après la mort de mon père, la réelle complexité de cet événement. Il nous avait expliqué comment s'était passé le rapatriement des corps et avait répondu à mes questions. Pour cela, je l'en remercie. La mort de

mon père est encastrée, engluée dans un contexte de conflit. Les carnets de C. Carr sur son travail sur place, à cette époque, fournissent des clés de compréhension. Elles ont nourri l'écriture de Joël. Creuser dans ce passé révèle les rouages des relations internationales. C'est tout le travail de mon oncle : dérouler le temps et donner un éclairage sur les raisons qui ont conduit un missile à atteindre un avion d'ASF-MSF quelques jours avant Noël. Un vol autorisé par les deux parties en conflit, et pourtant...

Tout ceci ne peut faire oublier qu'il s'agit d'abord de l'histoire d'une mission humanitaire, l'histoire d'équipes humaines qui œuvrent sur le front avec leur cœur. La plume de mon père en relate la réalité au quotidien. Elle nous fait découvrir son arrivée dans un hôpital qui ne ressemble en rien aux hôpitaux occidentaux. Tout est à réorganiser. Le centre de nutrition se résume à « plusieurs cases, toukouls, dans un enclos » au milieu d'une population dénutrie qui subit la guérilla. Puis le travail qu'il faut patiemment mettre en place pour aider ces êtres humains à survivre.

Chacun des proches des victimes de ce 21 décembre 1989 porte en lui des bribes de cette pièce insolente du puzzle de l'Histoire, depuis ce jour.

Mary Thielin Bescond

Remerciements

Je tiens à remercier Christopher Carr, pour avoir pris contact avec nous en 2014, m'avoir confié ses écrits, communiqué ses documents, précisé des notions pour écrire ce récit.

Je remercie Nathalie, pour son travail désintéressé qui nous a portés à Avignon en 2010 et m'a permis de rencontrer l'Association française des victimes du terrorisme.

Je remercie Stéphane, de l'AfVT, pour l'article sur le site de l'association qui a permis à Christopher de me retrouver.

Je remercie toutes les personnes qui m'ont permis, par leur écoute bienveillante et leurs questions pertinentes, d'avancer dans la compréhension de cette affaire : Jacques, Mohamed, Véronique, John, Pierre et tant d'autres.

Je remercie mes relecteurs, ma sœur Martine, pointilleuse mais toujours juste, Raymonde, au fidèle soutien, Philippe, la regrettée Nicole, puis en 2021, Laurence.

Conventions orthographiques

La convention orthographique veut que les noms des peuples africains ne prennent pas la marque du pluriel français. Dinka, Shilluk, Zandé, Misseriya, Bari, Acholi, Zaghawa, Toubou, Four, Tutsi, etc, ne prennent pas de *s* au pluriel. De même lorsqu'ils sont adjectifs.

Pour les noms de personnes arabes, la convention veut que *el* prenne une majuscule lorsque le nom n'est pas précédé du prénom ou est précédé d'un mot français. Le général El Bechir. *El* perd sa majuscule lorsque le nom de la personne est précédé de son prénom en arabe. Hassan el Tourabi. Omar el Bechir.

De la même façon, les noms de personnes d'origine anglaise et américaine conservent leur orthographe, et M. Dijkmeester est Resident Representative,

représentant résident avec ses majuscules à l'anglaise. Certains anglicismes des sources sont volontairement conservés. La graphie des noms de lieux et de villes soudanaises est anglaise. Aweil se prononce *aouile*, Wau se prononce *ouaou*. Cette dernière orthographe est parfois rencontrée dans certains documents, elle n'est pas retenue ici, de même que Djouba pour Juba.

Par ailleurs, il était d'usage dans le milieu francophone de Khartoum des années 1980 d'employer le sigle RRC - Relief and Rehabilitation Commission - au masculin, par glissement du genre des termes ministère, pouvoir, État. Il est employé ici au féminin, selon le genre du mot *commission* en français.

Prologue

De Claude Losguardi à Francis Cabrel

1992. Tout va pour le mieux entre Paris et Khartoum. Alors que les médias mesurent l'ampleur des crimes du nouveau régime en place depuis le 30 juin 1989 au Soudan, la France, tout aussi discrètement que vaillamment, soutient les nouveaux maîtres de Khartoum. L'ambassadeur Marcel Laugel, nommé dans la capitale soudanaise en mars 1989, est envoyé au Yémen en juin de cette année 1992. Il est remplacé par Claude Losguardi. Celui-ci accompagne l'enracinement du nouveau pouvoir militaire d'une idylle avec son mentor Hassan el Tourabi, surprenant pour le moins les ambassades occidentales. Le nouveau représentant de l'État méditerranéen vient d'Algérie, où il occupait, en ce début des années de braise algériennes, le poste de consul de France à Oran. Pressé de célébrer la coopération franco-soudanaise, il prolonge avec zèle sa fonction d'une relation singulière avec l'idéologue islamiste francophile. La voix de la France, sous les auspices soudanais, s'illustrera dans ses prolongements privés par des joutes poétiques entre les deux hommes¹. En France, la collaboration franco-soudanaise sera lentement, doucement, diffusée dans les médias. Avec prudence, l'opinion publique sera informée. Au fur et à mesure que j'apprendrai les relations chaleureuses entre Paris et Khartoum, je sombre dans l'incompréhension, l'abattement, puis l'amertume et l'humiliation. La France n'en a donc rien à faire de ses ressortissants ? Qui plus est lorsqu'ils sont de ces fameux *french doctors* ?

Après deux ans de combats acharnés pour la justice et la vérité auprès des autorités françaises, je me retrouve défait au milieu de l'arène à mordre la poussière. Mon père est décédé le 23 mars de cette année 1992, ma mère et mes sœurs essaient de vivre tant bien que mal, la famille de Laurent ne nous a pas accompagnés à l'Élysée et les filles d'Yvon n'y croyaient pas. La salle de réunion de la cellule Afrique, à quelques pas du palais présidentiel, derrière la lourde porte, est restée dans ma mémoire. Elle ne s'est ouverte qu'une fois et après combien d'efforts pour pousser le verrou. Deux années de révolte impuissante, de démarches stériles auprès d'autorités insaisissables, de vains

efforts renouvelés. Les rendez-vous au quai d'Orsay, les avocats, l'Élysée, Amnesty International qui nous répond « on ne s'occupe que des vivants », le Fonds de garantie contre les actes de terrorisme, le secrétariat d'État à l'action humanitaire, l'OACI... Nous avons frappé à toutes les portes, dans toutes les directions. Combien d'initiatives, de requêtes, de questions, n'ont récolté pour réponses que des approximations, comme autant de banderilles venant se ficher dans mon cou. Toutes les démarches furent vaines ou avortées. Il n'y a plus rien à attendre. Je m'écroule et renonce. Je ne peux plus me battre. Je ne connais toujours pas mon adversaire, mais il finira par avoir ma peau. La colère est toujours là, qui gronde, prête à charger, à reprendre le combat pour la justice et la vérité, mais l'ennemi se cache, m'échappe, se dérobe, esquive. Je capitule, aveuglé d'obscurité. Je dois essayer de préserver cette étincelle de vie qui me reste mais j'ai déjà un genou à terre. C'est une mise à mort. Celle de mon frère ne leur a pas suffi. Il s'est battu dans un combat inégal et a été mis à mort. Il leur faut aussi la mienne. Et elle se fait dans le silence. L'arène est désertée, les gradins sont vides et les lourdes portes se sont refermées lentement, inexorablement. Elles sont maintenant verrouillées et bien gardées par une force invisible et redoutable.

Deux ans plus tard, le coup de grâce n'a pas été porté. L'animal a été épargné. Il se terre dans les hautes herbes en espérant que ses plaies cicatrisent. Reste le souvenir, comme l'impression d'une guerre non-conventionnelle, asymétrique, et ce sentiment de ne pas avoir été à la hauteur. En cette année 94, une voix s'élève, comme un hommage aux victimes des combats perdus d'avance. Francis Cabrel chante *La Corrida*.

Depuis le temps que je patiente dans cette chambre noire, j'entends qu'on s'amuse et qu'on chante au bout du couloir. Quelqu'un a poussé le verrou et j'ai plongé vers le grand jour, j'ai vu les fanfares, les barrières, et les gens autour.

Dans les premiers moments, j'ai cru qu'il fallait seulement se défendre, mais cette place est sans issue. Je commence à comprendre. Ils ont refermé derrière moi. Ils ont eu peur que je recule. Je vais bien finir par l'avoir, cette danseuse ridicule...

Est-ce que ce monde est sérieux ?

Andalousie je me souviens, les prairies bordées de cactus. Je ne vais pas trembler devant ce pantin, ce minus ! Je vais l'attraper, lui et son chapeau, les faire tourner comme un soleil. Ce soir la femme du torero dormira sur ses deux oreilles.

Est-ce que ce monde est sérieux ?

J'en ai poursuivi des fantômes, presque touché leurs ballerines. Ils ont frappé fort dans mon cou pour que je m'incline. Ils sortent d'où ces acrobates, avec leurs costumes de papier ? J'ai jamais appris à me battre contre des poupées.

Sentir le sable sous ma tête, c'est fou comme ça peut faire du bien. J'ai prié pour que tout s'arrête. Andalousie, je me souviens.

Je les entends rire comme je râle, je les vois danser comme je succombe. Je ne pensais pas qu'on puisse autant s'amuser autour d'une tombe.

Est-ce que ce monde est sérieux ?

Est-ce que ce monde est sérieux ?...

Première partie

LE CIEL SOUDANAIS

« La révolte est le fait de l'homme informé,
qui possède la conscience de ses droits »

L'homme révolté. Albert Camus. 1951

Claude Arnaud

Nous sommes le 17 juillet 1990. Alors que la chaleur anesthésie les rues de Paris, le ciel, d'un bleu profond et insondable, joue à cache-cache à travers les feuillages du jardin de l'Élysée. Au 2 de la rue du même nom, à peine un mois après le discours de La Baule, M. Claude Arnaud, conseiller auprès du président François Mitterrand à la cellule Afrique de l'Élysée, nous reçoit. Je suis avec mes parents, deux de mes sœurs, les filles d'Yvon, notre avocat. Je ne connais encore rien de la cellule Afrique. À 27 ans, je ne connais que peu de choses de l'organisation de l'État français, de ses administrations, de ses services. Ma famille étant peu politisée et moi-même ne l'étant pas davantage, je n'ai, à peu de chose près, aucune notion de l'articulation du politique et de l'État en France. Par ailleurs, les affaires françaises en Afrique me sont pour le moins très lointaines. Je n'en ai qu'une vague connaissance et n'y porte que peu d'intérêt. Les arcanes de l'État me sont alors inconnus. J'apprendrai plus tard que leurs ressorts plongent dans l'Histoire, que chaque service, chaque administration a la sienne et qu'il en est de même en politique. Il me faudra alors décrypter l'imbrication du politique et de l'Histoire, de l'administration et des services, du pouvoir et du secret.

Aussi, j'imagine, dans ma naïveté de jeune homme de 27 ans, étant à l'Élysée en ce 17 juillet 1990, être là face à la Nation. Celle des Lumières et des Droits de l'Homme. Elle ne manquera pas de mobiliser tous ses pouvoirs, toutes ses compétences, devant cet acte criminel odieux, condamné unanimement dans les paroles. Nous attendons que la France fasse respecter son action et son idéal humanitaire. Elle ne peut pas ne pas le faire. Nous attendons que le lyrisme de notre Président ne consiste pas seulement en effets oratoires au service de ses discours, une arme de séduction massive, destinée à l'opinion publique, l'exhibition d'un grand cœur visant à rallier la voix de tous les crédules. N'a-t-il pas créé un secrétariat d'État auprès du Premier ministre chargé de l'action humanitaire ? Nous avons obtenu un rendez-vous auprès de l'Élysée, nous en sommes heureux. Après tous les immobilismes que nous avons rencontrés, cela ne manquera pas de faire avancer les choses.

Sept mois plus tôt, une déflagration a déchiré le ciel soudanais et nous atteint en plein cœur : mon frère a été assassiné parce qu'il était médecin humanitaire. Le tir qui abat l'avion au-dessus d'Aweil le 21 décembre 1989 nous arrache un

fil, un frère, un père. Il signifie que la sécurité des ONG est compromise et que l'action humanitaire de la France est atteinte. Nous espérons trouver à l'Élysée un soutien, une aide, une défense, le recours à la justice. Une action de notre chef de l'État est nécessaire. Nous espérons trouver la réponse à toutes les interrogations qui tournent autour de ces deux questions : qui et pourquoi ?

Mes parents ont pris conseil auprès de maître Gérigny, avocat à Bourges, qui, devant la dimension transnationale du crime, son volet ONG et africain, nous a conseillé de nous assurer du soutien de l'Élysée avant d'entamer une action en justice. J'ai, quant à moi, été en relation avec le quai d'Orsay dès les premiers jours.

À cette époque, j'habite La Bassée, Pas-de-Calais, et travaille à Lille où j'ai ouvert mon cabinet professionnel en cet été de l'année 1989.

Je viens d'apprendre, quinze jours plus tôt, que ma femme Monique et moi allons devenir parents pour la première fois, lorsque, ce 21 décembre, vers 19 heures, on sonne à la porte du cabinet. Monique, ce jour-là, m'a rejoint comme elle le faisait parfois après mes rendez-vous. Je fais entrer un jeune homme.

— C'est votre frère...

— Oui ?

— ...

Le garçon ne peut poursuivre. J'attends sa réponse. Il lui est impossible de parler. Que se passe-t-il ? Il ne peut pas répondre. Que se passe-t-il, répété-je. Il lui est impossible d'articuler une phrase. Je réitère ma question. Il essaie de trouver des mots mais ne peut rien dire. Les yeux rivés dans les siens, je le tiens du regard et pour la quatrième fois, je l'interroge. Va-t-il enfin répondre, ce type, là, que je ne connais pas, qui déboule chez moi pour me parler de mon frère sans rien pouvoir dire ! ? Alors que je commence à comprendre, ne le lâchant pas du regard, je lui repose la question mais ce n'est plus une question, c'est un ordre. L'ordre de répondre. Un ordre ferme, clair, haut et fort. Mais déjà l'ordre chancelle et vacille...

Lui restera muet, prostré dans son silence et son hébétude.

Monique et moi partons pour Chârost dès le lendemain. En cette veille de Noël, le ciel est bas et gris, le vent est glacial et les décorations qui scintillent aux fenêtres des maisons ont perdu leur sourire. Tout le long de la route nous menant vers le village où habitent mes parents, elles semblent être autant de petites mains de ce monde charmant des fêtes de fin d'année, où l'on se réjouit d'être ensemble, qui s'agitent pour nous dire au revoir.

Lorsque nous arrivons, Monique et moi, à Chârost, nous retrouvons, aux côtés de mes parents, deux de mes sœurs, Marie-Paule, la jumelle de mon frère, et Odile. Martine sera là le lendemain. Nous avons besoin de nous soutenir. Pour ne pas sombrer. Faire face. Essayer de comprendre l'incompréhensible. Nous raccrocher, mais à quoi ? À ce que nous pouvons. À nos paroles. Celles que nous pouvons au moins nous donner. Affronter l'inconcevable et rester debout. Résister. Pour nos parents. Pour nous-mêmes. Pour nos enfants. Pour ne pas entraîner nos proches dans l'abîme. Jean-Paul est présent partout. Et l'acte qui lui a pris la vie est inexplicable, impensable.

Nicole, ma quatrième sœur, est encore à Tours. En cette année 1989, elle partage son logement avec Jean-Paul, comme ils l'ont fait à plusieurs reprises au cours de ces années 1980. Deux mois plus tôt, elle l'avait accompagné à Paris, rue Saint-Sabin. Il partait le soir même pour le Soudan. Nicole finissait ses études à la faculté de musicologie tout en travaillant comme maître auxiliaire, et Jean-Paul avait soutenu sa thèse l'année précédente, en 1988. Il avait ainsi clôturé ses longues études à la faculté de médecine de Tours.